

## La banque l'emporte (au Brésil)

*Alfredo Serrano Mancilla*  
*Directeur du CELAG*  
*17/05/2016*

L'encre coule à flots à propos du Brésil, ces derniers mois. Il n'est question ni de football, ni de jeux olympiques. Nous avons tous appris ce que signifie le mot impeachment. Il est à la mode pour camoufler le coup d'état actuel. Un euphémisme de plus dans cette époque où les mots ont tant d'importance. Nous avons même assimilé des noms de la politique brésilienne qui nous étaient inconnus. Que celui qui savait qui était Temer en 2014 lève la main ! Nous suivons des cours accélérés sur les lois et les institutions du Brésil pour nous informer de ce qu'il va advenir maintenant. Nous commençons à être un peu confus à force de tant de cas de corruption des uns et des autres. Nous nous sommes même plongés dans les questions de comptabilité publique pour mieux connaître le prétexte utilisé pour renverser Dilma. Les plus éclairés utilisent maintenant avec naturel le terme de « pédalage fiscal » dont ils n'avaient jamais entendu parler auparavant.

Le plus surprenant de cette *Brasilmania* c'est que l'on n'a prêté que peu ou aucune attention à l'un des acteurs – probablement – les plus décisifs dans cet épisode putschiste. Comme toujours la main invisible finit par rester invisible dans ce genre de faits politiques. Sans économie, le débat politique ne repose sur rien. Et vice-versa. Il est impossible de comprendre ce qu'il se passe dans un pays sans regarder à la loupe comment, dans ces circonstances, opère le secteur financier. La banque, dans un monde économique immensément financiarisé, a beaucoup à dire sur chaque événement politique. Cet acteur n'est jamais en dehors de la scène du crime.

La banque privée avait coulé des jours heureux avec Lula et Dilma tout au long de nombreuses années. Dans une époque de vaches grasses, la politique économique du Brésil réussit très bien à redistribuer la richesse en faveur des majorités. Des politiques sociales comme le programme Bolsa Familia, permirent de sortir 36 millions de brésiliens de la pauvreté. On créa de l'emploi (20,8 millions de postes de travail), on améliora les salaires et près de 80 000 nouvelles entreprises petites et moyennes furent créées. Cependant, tout ceci fut réalisé sans briser les alliances avec le secteur financier. La banque privée nationale faisait fructifier ses comptes et le capital-hirondelle financier arrivait de l'extérieur attiré par les taux d'intérêt très élevés. Parfois, parmi les plus attractifs de la planète. Un complexe équilibre gagnant – gagnant applaudi par tous : large approbation des majorités et louanges des medias internationaux. En ces temps-là, on alla jusqu'à parler du Brésil comme de la troisième voie latinoaméricaine.

Mais l'idylle n'a pas duré indéfiniment. Depuis quelques années, la réduction de l'entrée de devises par les exportations impliqua une importante restriction externe. Les capitaux-hirondelles menacèrent de s'en aller ailleurs si l'on ne maintenait pas les taux d'intérêt élevés. C'est alors que survint le problème qui constitue réellement l'une des principales raisons d'être de ce putsch. Dans un premier temps, Dilma céda et prit dans son premier cabinet Joaquim Levy, au Ministère des Finances, en contrepartie d'une négociation avec la banque. Quoi de mieux qu'un banquier comme interlocuteur de ses pairs. Cela ne donna pas de résultat parce que le Brésil exigeait une réponse non néolibérale s'il ne voulait pas sombrer dans l'austérité. Levy chercha l'ajustement, mais les résultats économiques et sociaux ne firent qu'empirer. On changea de Ministre et on opta pour une réponse plus keynésienne : davantage de stimuli à la production, davantage d'investissements publics (en réseaux ferroviaires, aéroports et routes). Ce fut un pari sur l'industrie productive et pas sur la banque.

Non seulement le nouveau cap ne plut pas, mais ils devinrent furieux quand le gouvernement de Dilma voulut réduire la brèche entre le taux d'intérêt que perçoivent les banques quand elles prêtent et celui qu'elles paient aux épargnants (spread ou différentiel bancaire). Ce différentiel en faveur de la banque privée, au Brésil, est l'un des plus élevés du monde. La proposition économique impliquait une réduction minimale de la rentabilité du capital financier, avec un taux d'intérêt un peu moindre. On prétendait ainsi réactiver l'économie comme le fit la Réserve Fédérale aux Etats-Unis. Dès lors, la banque condamna à mort politiquement Dilma. Et ce fut fait.

Maintenant, la banque célèbre le coup d'état avec une réévaluation du real de 1,5% ces jours-ci. La bourse de Sao Paulo est passée de 50 000 à 54 000 points depuis le jour du coup d'état. La banque privée est de nouveau contente. Le nouveau Ministre des Finances, Henrique Meirelles, est un ancien banquier de Wall Street. Dès maintenant, les coupes budgétaires pleuvront sur la majorité au fur et à mesure qu'enflent les bénéfices d'une minorité. Derrière le putsch contre la démocratie, il y a l'aversion à la démocratisation de l'économie.

Comme toujours, la banque gagne.

**Alfredo Serrano Mancilla**  
Directeur du CELAG, Docteur ès Economie

Source : <http://www.alainet.org/es/articulo/177493>